



**Assemblée générale**

UN LIBRARY

MAY 8 1979

UN/SA COLLECTION

Distr.  
LIMITEE

A/C.4/33/L.26  
13 février 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session  
QUATRIEME COMMISSION  
Point 24 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Question de Belize

Déclaration faite par M. Anthony Martinez, président du Toledo  
Progressive Party (TPP), à la 23ème séance de la Quatrième  
Commission, le 22 novembre 1978 1/

1. Une fois de plus, j'ai le privilège, dont je suis extrêmement reconnaissant, de pouvoir me présenter devant la Quatrième Commission pour dire quelques mots sur ce territoire en litige qu'est le Belize.
2. Plus que quiconque peut-être, je souhaiterais que nous n'en soyons pas arrivés là, mais, au point où en sont les choses, je tiens à déclarer que le différend doit être réglé pacifiquement, rapidement et définitivement. Si le litige s'est prolongé jusqu'à ces temps-ci, c'est parce que le Premier Ministre du Belize [M. George Price] a refusé de céder la moindre parcelle de terre pour parvenir à un accord avec le Guatemala. Ce n'est pas qu'il déborde de patriotisme, ou de toute autre vertu dont il souhaiterait se parer, c'est simplement qu'il voit là sa dernière chance de se maintenir au pouvoir et d'être ainsi en mesure de céder le territoire, peut-être dans sa totalité, à quelque autre puissance coloniale.
3. Lors de la précédente intervention que j'ai faite ici au sujet du Belize, j'ai avancé quelques suggestions qui peut-être auraient été fort utiles pour parvenir à un arrangement. Il est lamentable qu'il n'en ait résulté qu'un mémorandum d'entente entre le Gouvernement du Belize, les élus de l'opposition et le Foreign Office britannique. Notre parti n'en étant encore qu'à ses débuts, a été exclu des pourparlers qui ont abouti à la signature de ce mémorandum, ainsi que de la série d'entretiens ultérieure. Cela dit, je ne pense pas qu'il puisse sortir grand chose de ces derniers, aussi longtemps que M. Price et les élus de l'opposition du Belize

1/ Document distribué conformément à une décision prise par la Quatrième Commission à sa 23ème séance, le 22 novembre 1978.

seront seuls à y participer; sans nous, les négociations sont condamnées à demeurer stériles. Les deux parties ne désirent pas sincèrement voir le litige se régler. Pour l'instant, il s'agit de savoir qui doit être premier ministre, et c'est tout ce qui les intéresse. Au contraire, le Toledo Progressive Party (TPP) que je préside souhaite sincèrement que ce différend trouve une solution pacifique, rapide et définitive.

4. Si MM. Price et Dean Lindo avaient à coeur le sort du Belize et de sa population, ils se seraient unis depuis longtemps et auraient travaillé de toutes leurs forces au développement et à la liberté du Belize, et ils auraient aussi compris depuis longtemps que les revendications du Guatemala empêchent d'avancer dans la voie d'un règlement ou tout au moins retardent celui-ci. Mais non, ils préfèrent frapper le Progressive Party d'ostracisme.

5. Ils nous calomnient dans le pays et à l'étranger, mais ils ne disent rien de la détresse qui règne dans le pays. La malnutrition a maintenant atteint un degré critique à Toledo. Le paludisme, la diarrhée et les maladies artérielles sévissent sans contrôle. Il naît un grand nombre d'enfants trop faibles pour survivre plus de quelques heures, et l'on compte de nombreux mort-nés. Le taux de mortalité est très élevé chez les enfants de moins d'un an, plus encore à Toledo que dans le reste du Belize. De plus, nous n'avons aujourd'hui encore qu'un seul médecin, et pas de dentiste. Mais jamais depuis trois ans, notre représentant dans l'opposition, M. Charles Wagner, membre du United Democratic Party (UDP), n'a fait une seule fois état des maux qui sévissent à Toledo. Jamais il ne parle du pourcentage élevé de chômeurs, ni du taux de mortalité infantile ou des autres calamités qui affligent le district de Toledo ainsi que tout le Belize et sa population.

6. Aussi bien l'opposition que le gouvernement voudraient éliminer le TPP, mais ils n'y parviendront pas. Trop de gens en ont plus qu'assez de voir les deux partis se livrer une absurde lutte pour le pouvoir, tandis que le peuple, et donc le pays sont totalement laissés à l'abandon. Si la population est affaiblie comme elle l'est maintenant, à qui appartiendra en dernier ressort le Belize? Certainement pas à ceux qui y vivent aujourd'hui. Les conditions de vie sont très difficiles dans ce pays, et plus encore à Toledo. Dans ce district, ni les agriculteurs ni les pêcheurs ne trouvent à emprunter et le chômage est partout. Comment les gens de chez nous doivent-ils faire pour survivre?

7. Comme je ne veux pas vous infliger un exposé prolongé des problèmes dont souffre le Belize, je dirais simplement, en quelques mots, que le Belize et Toledo en particulier ont encore régressé depuis notre dernière intervention ici. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a pas fait grand chose pour la région et, jusqu'à présent, le Guatemala n'a pas été autorisé à aider les habitants. On rejette jusqu'à l'aide médicale provenant de ce pays. Cela peut paraître incroyable, mais c'est un fait. Le réseau routier du district de Punta Gorda est hors d'état : de profondes ornières interdisent le passage des voitures dans beaucoup de rues, et les gros véhicules doivent rouler avec les quatre roues en prise; quant aux routes des environs, je n'en parlerai même pas, de peur de troubler l'imagination des personnes ici présentes.

8. Je ne peux terminer sans rapporter ici la façon peu gracieuse dont le Premier Ministre du Belize a agi à l'égard de M. Alexander Vernon [Secrétaire général du TPP], à l'égard du parti, et envers moi en particulier.

9. Le Premier Ministre s'est rendu en personne à Toledo pour raconter aux gens des histoires puériles mais non sans gravité, disant que nous étions aux Nations Unies en train d'essayer de vendre le Belize au Guatemala, et n'hésitant pas à nous qualifier de traîtres. Lui, ou son Ministre de l'intérieur, ont ordonné à un inspecteur et à un certain sergent Brooks des "forces de police", comme on les appelle là-bas, de m'arrêter, de me dépouiller de mes vêtements et de me fouiller. Que cherchaient-ils? "Je ne sais pas", c'est tout ce qu'ils étaient capables de répondre. Ce que je sais, moi, c'est que se trouver détenu au secret pendant des heures, voir sa femme et ses enfants refoulés du poste de police et être déshabillé, fouillé, humilié et bousculé de côté et d'autre, n'est pas une chose qu'on puisse prendre à la légère.

10. Le Premier Ministre ne cherchait qu'une chose, qui était d'écartier le doigt qui l'accuse et de le détourner vers nous. Mais par là même, il devenait l'obstacle sur lequel achoppe le règlement du litige.

11. Le Belize est à l'heure actuelle une colonie du Royaume-Uni revendiquée par le Guatemala. Ce sont ces deux pays qui sont parties au différend, et non pas nous. Nous autres du Toledo Progressive Party, sommes simplement en train d'essayer de les aider à trouver une solution pacifique et juste.

12. Je constate avec une grande satisfaction que pour l'instant ils paraissent vraiment vouloir trouver une solution pacifique et juste. Jusqu'à maintenant, ils ont usé de prudence et de discernement, maintenant ainsi la paix dans la région. Sans la soif de pouvoir du Premier Ministre du Belize, le problème aurait été réglé depuis des années.

13. Le développement du Belize, et celui de Toledo dépendent à mon avis de la solution qui sera trouvée pour satisfaire le Guatemala. Il suffit de régler cette question pour remettre le Belize sur la voie du progrès et de l'indépendance. Aussi, avant d'en terminer, je souhaiterais présenter ici dès maintenant, quelques propositions qui pourraient aider à régler le différend. Ces propositions sont les suivantes :

- 1) Cession d'une portion symbolique du territoire au Guatemala;
- 2) Double nationalité accordée aux habitants de la zone cédée, et réinstallation ailleurs de ceux qui ne veulent pas relever de la juridiction guatémaltèque;
- 3) Par la suite, indépendance du Belize, avec libre accès aux installations portuaires et autres des zones cédées.

14. Je crois sincèrement que si ces propositions sont prises en considération, on arrivera rapidement à une solution, et la paix et la prospérité régneront sur le continent centraméricain.

-----

